

Burundi : des catholiques se mobilisent pour désamorcer les tensions

@rib News, 06/10/2009 Au Burundi, l'Eglise tente de conjurer la guerre La Croix, 04/10/2009 Dans ce petit pays d'Afrique centrale longtemps déchiré par la guerre civile, des catholiques se mobilisent pour analyser les causes de la violence et désamorcer les tensions. Paroissien de Kamenge, une banlieue populaire de Bujumbura, la capitale, Matthias espère une paix durable après la longue guerre civile traversée par le Burundi de 1993 à 2006. Il croit possible le pardon, pour l'avoir vu lui-même. Laissé pour mort par un gendarme en 2002, alors qu'il tentait d'empêcher deux jeunes gens, il connaît son bourreau, toujours en poste, impuni. « Je brève l'envie de lui parler, pour lui dire que j'ai pardonné et le mettre à l'aise, explique cet homme de 44 ans. Une fois, je lui ai offert une bière, mais il n'a pas pu parler. »

Histoire « banale » dans le Burundi aujourd'hui : hier, la violence inouïe, aujourd'hui, l'impunité et la coexistence. Et en arrière-fond, la nécessité d'une réconciliation, démarche qui ne se décline pas mais apparaît incontournable si le pays veut briser le cycle des massacres croisés entre Hutus et Tutsis qui se succèdent depuis 1972. En dépit des fractures qui l'ont elle-même traversée au long de ces années, l'Église catholique, qui regroupe deux tiers de la population burundaise, est en première ligne pour tenter de panser les plaies et éviter un retour de la violence massive. « Oublier est difficile, explique le P. Mario Porcini, vicaire, curé de Kamenge. La guerre civile reste présente. Des gens sont en prison, il y a de nombreuses veuves, beaucoup d'orphelins. Mais depuis les élections de 2005 on peut en parler, à la lumière de l'évangile. Un esprit de réconciliation est là. » Renouer la confiance à Makeke, commune rurale proche de Gitega, deuxième ville du pays, des catholiques travaillent à renouer la confiance entre des communautés traumatisées par les tueries de 1972, visant essentiellement les Hutus, et celles de 1993, qui ont frappé principalement les Tutsis. La plupart de ces derniers vivent toujours regroupés sur trois sites, d'où ils vont cultiver leurs terres, parfois voisines de celles de leurs anciens bourreaux, impunis ou sortis de prison. « On les incite à prendre part à la vie pastorale des communautés ecclésiales de leur colline d'origine, pour conserver les liens entre communautés, explique le P. Juvénal Nzohabonayo, curé de la paroisse. Dans la pastorale, on insiste sur la nécessité du pardon et de la réconciliation, et beaucoup de gens ont fait des démarches en ce sens. Mais d'autres hésitent, par crainte des conséquences : « Si la personne n'accepte pas de me pardonner, je vais me retrouver en prison », disent-ils. » Comme dans de nombreuses régions du pays densément peuplé qu'est le Burundi, c'est aujourd'hui la question de la répartition des terres qui crée le plus de tensions. Qu'il s'agisse de réfugiés rentrant au pays après trois décennies ou de querelles héréditaires entre frères, la commission Justice et Paix de la paroisse est souvent sollicitée. Elle mène des médiations entre Hutus et Tutsis, de même que les élus locaux et les notables traditionnels qui se joignent à elle lors de certaines médiations. « Au lieu d'aller au tribunal, ce qui est long et coûteux, les gens préfèrent nous solliciter, explique Mgr Ndabadugitse, ancien instituteur du village, responsable de la commission. Quatre-vingt-dix pour cent acceptent nos conseils, ce dont nous sommes fiers. » « Construisons la paix par le pardon et la réconciliation » Le diocèse de Gitega a vu entre mai et juin un mois d'assemblée synodale. Avec pour thème « Convertissons-nous, construisons la paix par le pardon et la réconciliation », le synode avait été décidé au niveau national, mais n'est pas encore entré dans une phase concrète. L'exercice, impliquant de dégager une vision commune de l'histoire, n'est pas aisé. La situation actuelle reste conflictuelle, explique Mgr Blaise Nzeyimana, vicaire général de Gitega. Il faut une guérison progressive et une prise de conscience de notre rôle en tant que chrétiens pour que la guerre ne se répète pas. « La même prudence colore la position de l'Église au sujet de la Commission vérité et réconciliation que prôvent les de paix. « Le temps viendra ; il faut apprécier le bon moment pour ne pas remuer de vieux démons et revenir en arrière », estime Mgr Variste Ngoyagoye, archevêque de Bujumbura. La première assemblée spéciale du Synode pour l'Afrique, en 1994, s'était tenue au moment précis des massacres au Burundi et au Rwanda, rappelant brutalement les atrocités de la réconciliation. « Nous avons l'illusion que l'évangile était entré dans les cœurs, alors que certains comme un habit extérior, explique aujourd'hui le P. Charles Karorero, secrétaire national de la commission Justice et Paix. Mais l'évangile n'a pas touché, certains ont accueilli de manière extraordinaire, à l'image des saints. » En 1997, dans ce séminaire du sud du pays, 40 jeunes hommes de 18 à 22 ans ont préféré mourir ensemble plutôt que d'obéir à l'ordre des assaillants de se scinder entre Hutus et Tutsis. Leur sacrifice eut un fort retentissement, faisant prendre conscience à certains Burundais qu'une violence aveugle s'exerçait au nom de leur « libération ». Toutes les blessures qui perdurent dans le pays subsistent aussi dans l'Église, note le F. Emmanuel Ntakarutimana, directeur du centre Ubuntu. Elle commence juste à reprendre l'initiative et gagnerait à être plus créative. Laurent DERSU, à Bujumbura, Gitega